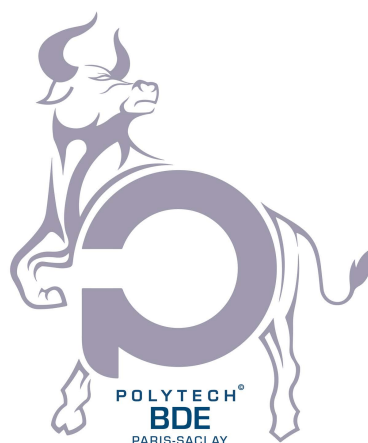


Charte d'adhérent au BDE de Polytech Paris-Saclay

Par le pôle prévention de la Fédération Des Élèves
Du Réseau Polytech



Contact : prevention@federp.fr



Tables des matières

PRÉAMBULE : OBJECTIF ET VALEURS DE LA CHARTE	2
PREMIÈRE PARTIE – DÉFINITIONS ET CADRE JURIDIQUE	3
Consommation et vente de drogues	3
Le consentement	3
Discrimination	3
Bizutage	4
Agissement sexiste	4
Outrage sexiste	4
Injure publique	4
Destruction, dégradation ou détérioration	5
Exhibition sexuelle	5
Harcèlement	5
Harcèlement en ligne (cyber-harcèlement)	5
Violence	6
Harcèlement sexuel	6
Agression sexuelle	6
Viol	7
Tentative de viol ou d'agression	7
DEUXIÈME PARTIE - ENGAGEMENT DES ÉLÈVES	8
ARTICLE PREMIER – ENGAGEMENT GÉNÉRAL	8
ARTICLE 2 – PÉRIODES D'INTÉGRATION	8
ARTICLE 3 – LA COMMUNICATION INTER-ÉTUDIANTE	8
ARTICLE 4 – RECRUTEMENTS ASSOCIATIFS	9
ARTICLE 5 – ENGAGEMENT FINAL	9



PRÉAMBULE : OBJECTIF ET VALEURS DE LA CHARTE

Déclaration d'intention :

Tous les élèves naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

En réponse aux attentes des élèves, aux problèmes passés et dans le but d'en éviter de nouveaux au sein du réseau Polytech, la FEDERP ainsi que plusieurs responsables prévention et réseau se sont concertées afin d'établir une charte dont l'objet est de régir au mieux les relations entre les associations de chaque école Polytech et ses élèves.

Cette charte est rédigée par les élèves, pour les élèves, incarnant des valeurs communes et ayant pour but d'informer, sensibiliser, et cadrer pour limiter et prévenir toutes discriminations et violences au sein des écoles Polytech.

Cette charte s'applique à tous les membres d'associations, et aux élèves non adhérents.

Valeurs de la charte :

- **Bienveillance** : Disposition d'esprit inclinant à la compréhension, à l'indulgence envers autrui.
- **Respect** : Sentiment de considération envers quelqu'un, qui porte à le-la traiter avec des égards particuliers.
- **Égalité** : Absence de toute discrimination entre êtres humains, notamment sur le plan du droit.



PREMIÈRE PARTIE – DÉFINITIONS ET CADRE JURIDIQUE

La FEDERP rappelle que tous les actes décrits ci-dessous **sont des actes considérés comme discriminatoires, sexistes ou violents, qui feront systématiquement l'objet de sanction pour toute personne les commettant.**

Consommation et vente de drogues

«L'**usage illicite** de l'une des substances ou plantes classées comme **stupéfiants** est puni d'un an d'emprisonnement et de 3750 euros d'amende. » (article L3421-1 du code de santé publique).

«Le fait de **diriger ou d'organiser** un groupement ayant pour objet la **production, la fabrication, l'importation, l'exportation, le transport, la détention, l'offre, la cession, l'acquisition ou l'emploi illicites de stupéfiants** est puni de la réclusion criminelle à perpétuité et de 7 500 000 euros d'amende.» (Article 222-34 du Code pénal).

Le consentement

La notion de **consentement** est au cœur de toute activité partagée. Le consentement désigne l'**accord** que les personnes concernées se donnent **mutuellement**, de manière **libre** et **éclairée**, afin qu'ait lieu entre elles une activité de quelque nature que ce soit (sexuelle, festive, associative, professionnelle, ...). Consentir c'est donc **donner la permission**, être **conscient.e** et être **volontaire**. Le consentement est également **révocable** (possibilité de changer d'avis à tout moment), **spécifique** (renouvelable à chaque étape, à chaque fois). **L'absence de refus n'est pas consentir.**

Discrimination

La discrimination désigne « toute **distinction** opérée entre les personnes physiques sur le fondement de leur origine, de leur sexe, de leur situation de famille, de leur grossesse, de leur apparence physique, de la particulière vulnérabilité résultant de leur situation économique, apparente ou connue de son auteur, de leur patronyme, de leur lieu de résidence, de leur état de santé, de leur perte d'autonomie, de leur handicap, de leurs caractéristiques génétiques, de leurs mœurs, de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre, de leur âge, de leurs opinions politiques, de leurs activités syndicales, de leur capacité à s'exprimer dans une langue autre que le français, de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée. » (Article 225-1 du Code pénal).

La discrimination est sanctionnée de 3 ans de prison et de 45 000 € d'amende.



Bizutage

Le bizutage, hors les cas de violences, de menaces ou d'atteintes sexuelles, est « le fait pour une personne d'amener autrui, **contre son gré ou non**, à subir ou à commettre des actes humiliants ou dégradants ou à consommer de l'alcool de manière excessive, lors de manifestations ou de réunions liées aux milieux scolaire, sportif et socio-éducatif. » (Article 225-16-1 du Code pénal).

Le bizutage est sanctionné d'une peine de 6 mois de prison et de 7 500 € d'amende.

Agissement sexiste

Tout agissement sexiste est « **lié au sexe d'une personne**, ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à sa dignité ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant. » (Article L1142-2-1 du Code du travail).

*Par exemple, un agissement sexiste est critiquer une femme parce qu'elle n'est pas «féminine», ou un homme parce qu'il n'est pas «viril», avoir une conduite verbale ou une posture corporelle qui montre de l'hostilité envers une personne en raison de son sexe, ne pas prendre les compétences des élèves au sérieux et les humilier, faire des « blagues sexistes ».*¹

Outrage sexiste

L'outrage sexiste consiste à « **imposer** à une personne tout propos ou comportement à **connotation sexuelle ou sexiste**, qui soit porte atteinte à sa dignité en raison de son caractère dégradant ou humiliant, soit crée à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante. » (Article 621-1 du Code pénal).

Ces comportements n'ont **pas besoin d'être répétés** pour que l'infraction soit caractérisée.

La peine encourue est une amende prévue pour les contraventions de 4^{ème} classe (90 € en cas de paiement immédiat et jusqu'à 750 €) ou de 5^{ème} classe (jusqu'à 1 500 €) en cas de circonstances aggravantes ou de récidive.

*Par exemple, les sifflements, propos sur l'habillement ou l'apparence physique de la ou des personnes visées, discours et verbes désignant des actes sexuels sont des outrages sexistes.*²

Injure publique

Une injure publique, que l'on soit auteur ou complice, est un discours, des cris ou des menaces dans des lieux publics, des écrits quel qu'en soit le support ou le moyen de distribution, qu'il soit numérique ou matériel. (Article 23 de la loi du 29 juillet 1881).

Elle est punie d'une amende de 12 000 euros. (Article 33 de la loi du 29 juillet 1881).

¹ Exemples donnés par le Conseil supérieur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CSEP) : <https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/kit-sexisme.pdf>

² Exemples donnés par le cabinet ACI spécialiste en droit pénal : <https://www.cabinetaci.com/loutrage-sexiste/>



Destruction, dégradation ou détérioration

« La destruction, la dégradation ou la détérioration d'un **bien appartenant à autrui** est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, sauf s'il n'en est résulté qu'un dommage léger. » (*Article 322-1 du Code pénal*).

« Le fait de tracer des inscriptions, des signes ou des dessins, sans autorisation préalable, sur les façades, les véhicules, les voies publiques ou le mobilier urbain est puni de 3 750 euros d'amende et d'une peine de travail d'intérêt général lorsqu'il n'en est résulté qu'un dommage léger. » (*Article 322-1 du Code pénal*).

Exhibition sexuelle

« Même en l'absence d'exposition d'une partie dénudée du corps, l'exhibition sexuelle est constituée si est imposée à la vue d'autrui, dans un lieu accessible aux regards du public, la commission explicite d'un acte sexuel, réel ou simulé. » (*Article 222-32 du Code pénal*).

L'exhibition sexuelle imposée à la vue d'autrui dans un lieu accessible aux regards du public est punie d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

Harcèlement

Une personne se fait harceler dès lors qu'il y a « des propos et comportements **répétés** ayant **pour objet ou pour effet une dégradation de ses conditions de vie** se traduisant par une altération de sa santé physique ou mentale. » (*Article 222-33-2-2 du Code pénal*).

Ces actes peuvent être :

- des insultes ou vexations,
- des menaces,
- des propos obscènes,
- des appels téléphoniques, SMS ou courriers électroniques malveillants,
- des visites au domicile ou des passages sur le lieu de travail...

Le harcèlement est puni de 1 an de prison et 15 000 € d'amende.

Harcèlement en ligne (cyber-harcèlement)

Le cyber-harcèlement est défini comme « un **acte agressif, intentionnel** perpétré par un individu ou un groupe d'individus au moyen de formes de communication électroniques, de façon **répétée** à l'encontre d'une victime qui ne peut facilement se défendre seule ». (*D'après le ministère de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports*).

Les propos en cause peuvent être des commentaires d'internautes, des vidéos, des montages d'images, des messages sur des forums... Le harcèlement en ligne est puni, que les échanges soient publics (sur un forum par exemple) ou privés (entre amis sur un réseau social) de 2 ans de prison et de 30 000 € d'amendes. (*Article 222-33-2-2 du Code pénal*).



Violence

"**L'utilisation intentionnelle** de la force **physique**, de **menaces** à l'encontre des autres ou de soi-même, contre un groupe ou une communauté, qui entraîne ou risque fortement d'entraîner un traumatisme, des dommages psychologiques, des problèmes de développement ou un décès." (D'après l'OMS).

Il existe 5 types de violences : physiques, psychologiques, sexuelles, économiques, administratives

Harcèlement sexuel

« Le harcèlement sexuel est le fait d'**imposer** à une personne, **de façon répétée**, des **propos ou comportements à connotation sexuelle ou sexiste** qui soit portent atteinte à sa **dignité** en raison de leur caractère **dégradant** ou **humiliant**, soit créent à son encontre une situation **intimidante, hostile** ou **offensante**. » (Article 222-33 du Code pénal).

Il y a harcèlement « lorsque ces propos ou comportements sont imposés à une même victime par plusieurs personnes, de manière concertée ou à l'instigation de l'une d'elles, alors même que chacune de ces personnes n'a pas agi de façon répétée. » ou « Lorsque ces propos ou comportements sont imposés à une même victime, successivement, par plusieurs personnes qui, même en l'absence de concertation, savent que ces propos ou comportements caractérisent une répétition. » (Article 222-33-2-2 du Code pénal).

Le harcèlement sexuel est puni de 2 ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende.

Ces peines sont portées à 3 ans d'emprisonnement et 45 000 € d'amende lorsque les faits sont commis :

- Par une personne qui abuse de l'autorité que lui confèrent ses fonctions
- Par plusieurs personnes agissant en qualité d'auteur ou de complice,
- Par l'utilisation d'un service de communication au public en ligne ou par le biais d'un support numérique ou électronique. (Article 222-33 du Code pénal).

Agression sexuelle

L'agression sexuelle se caractérise comme « toute **atteinte sexuelle** commise sur une victime **avec violence, contrainte, menace ou surprise**. Par exemple, des attouchements », « **quelle que soit la nature des relations** existant entre l'agresseur et sa victime, y compris s'ils sont unis par les liens du mariage. » (de même pour le viol). (Articles 222-22 du Code pénal).

Pour une agression ou un viol, « La contrainte peut être physique ou morale ». (Articles 222-22-1 du Code pénal).

Une agression sexuelle est punie par 5 à 7 ans de prison. Une tentative de délit est punie des mêmes peines.



Viol

Le viol est un « **acte de pénétration sexuelle**, de quelque nature qu'il soit, ou tout acte bucco-génital commis sur la personne d'autrui ou sur la personne de l'auteur par violence, **contrainte, menace** ou **surprise**. » (*Articles 222- 23 du Code pénal*).

Tout acte de pénétration sexuelle est visé : vaginale, anale ou buccale. Tout moyen de pénétration est visé : sexe de l'agresseur, doigt(s) de l'agresseur ou au moyen d'un objet. **Il n'est pas nécessaire qu'il y ait des violences physiques** pour qualifier un acte de viol.

Le viol est puni de 15 ans de réclusion criminelle.

Tentative de viol ou d'agression

La **tentative de viol** est punie des mêmes peines que le viol. Il y a tentative de viol si l'auteur a essayé de violer sa victime, mais n'y est pas parvenu à cause d'un élément indépendant de sa volonté (exemple : la victime s'est défendue ou des tiers sont intervenus).

« Le fait de faire à une personne des offres ou des promesses ou de lui proposer des dons, présents ou avantages quelconques afin qu'elle commette un viol, y compris hors du territoire national, est puni, lorsque ce crime n'a été ni commis, ni tenté, de dix ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende. » (*Articles 222- 26-1 du Code pénal*).

« Le fait **d'administrer à une personne, à son insu, une substance** de nature à altérer son discernement ou le contrôle de ses actes afin de commettre à son égard un viol ou une agression sexuelle est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 € d'amende. » (*Article 222- 30-1 du Code pénal*).



DEUXIÈME PARTIE - ENGAGEMENT DES ÉLÈVES

Si l'un des engagements cités ci-dessous n'est pas respecté par la personne signataire, l'association concernée pourra choisir la sanction donnée à cette personne.

ARTICLE PREMIER – ENGAGEMENT GÉNÉRAL

L'élève signataire s'engage à ne pas réaliser un comportement cité dans la première partie. Cette personne s'engage également à **encourager les victimes de violences, discriminations ou bizutage à se tourner vers les autorités compétentes de son établissement ou la justice, ainsi que vers toute aide extérieure.**

L'élève signataire s'engage également à **soutenir et défendre** les victimes en cas d'incident dont il aurait connaissance, afin de briser le silence.

Chaque élève est libre de refuser une action pour quelque raison que ce soit. Dans les situations où c'est possible, remplacer l'action refusée par une nouvelle action qui correspond à ses valeurs.

Le droit de refus ne doit pas entraîner de conséquences pour l'élève qui a refusé, comme par exemple le refus d'entrer dans un groupe, une association, un événement ; mais aussi toute conséquence physique ou morale.

ARTICLE 2 – PÉRIODES D'INTÉGRATION

L'élève signataire s'engage à **favoriser la bonne intégration de tous les élèves en début de chaque année**, et s'engage à **lutter contre les comportements discriminatoires, sexistes, homophobes ou violents**, qui peuvent avoir lieu à cette période, notamment lors des WEC (week-end de cohésion).

ARTICLE 3 – LA COMMUNICATION INTER-ÉTUDIANTE

3. i. La communication

L'élève signataire s'engage à **assurer une communication qui ne présentera aucun caractère sexiste, raciste, homophobe ou discriminatoire**, que ce soit sur les réseaux sociaux, dans le journal de l'école ou lors des événements de la vie étudiante.

3. ii. Les campagnes de sensibilisation

Si une campagne de sensibilisation est organisée par l'école, l'élève signataire s'engage à assister (sauf empêchement justifié) au(x) campagne(s) ou journée(s) de sensibilisation, puis appliquer et diffuser les conseils donnés lors des amphithéâtres (ou webinaires) de sensibilisation.



ARTICLE 4 – RECRUTEMENTS ASSOCIATIFS

Pour rappel, tout recrutement doit « favoriser la représentation de la **diversité** de la société française dans toutes ses différences et ses richesses, les composantes culturelles, ethniques et sociales, au sein des effectifs et à tous les niveaux de responsabilité. » (Cf. *Charte de la diversité*)³.

4. i. Les recrutements associatifs

L'élève signataire s'engage à **ne pas fonder les recrutements associatifs au sein de son association sur des critères physiques, de genre, raciaux, d'orientations sexuelles**. Elle s'engage à ce que les premiers critères de recrutement associatif soient les compétences, l'engagement et les qualités du ou de la candidat(e).

4. ii. Les élections

L'élève signataire s'engage à **prohiber toutes discriminations lors des élections aux postes à responsabilités**. Le but des élections doit au contraire valoriser les compétences et qualités de chacun.

4. iii. Les campagnes associatives

L'élève signataire s'engage à **assurer une visibilité égale aux femmes, hommes et autres lors des campagnes de renouvellement des associations**, que ce soit lors des événements ou dans la communication.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENT FINAL

Enfin, le/la signataire de cette charte s'engage à **ne pas couvrir une personne ayant commis un acte des articles précédents**, même s'il/elle fait partie de son association.

Nom :

Prénom :

Le/.../..... à Signature précédée de la mention « lu et approuvé » :

³ Charte de la diversité : <https://www.charte-diversite.com/charte-de-la-diversite/>



Annexe

Bibliographies

Site du gouvernement regroupant les différentes articles de loi du code pénal et du code du travail : <https://www.legifrance.gouv.fr> [consulté le 07/07/2021]

Site du Ministère de l'éducation Nationale et de la jeunesse, et des sports - cyber harcèlement :

<https://www.nonaharcelement.education.gouv.fr/que-faire/quest-ce-que-le-cyberharcelement/> [consulté le 07/07/2021]

Site de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) - violence :

<https://www.nonaharcelement.education.gouv.fr/que-faire/quest-ce-que-le-cyberharcelement/> [consulté le 07/07/2021]